

L'honorable Duff Roblin (leader adjoint de l'opposition): Du président Kennedy aussi, quant à cela.

Le sénateur Macquarrie: Et le président Kennedy, bien sûr, merci, sénateur Roblin.

On nous a garanti qu'il n'y avait que des «experts» en cause. Nous l'avons cru tant que nous avons pu parce que nous voulions y croire. Je m'en souviens bien car j'étais à la Chambre des communes dès le tout début de la guerre du Vietnam. La plupart d'entre nous nous refusions absolument de critiquer les États-Unis. Il y eut une période de tensions très fortes quand le premier ministre de l'époque, M. Pearson, a formulé ses critiques contre les États-Unis. Après sa conversation, si l'on peut dire, avec le président Johnson, il a dit à son retour: «Je suis allé à Berchtesgaden.» Ses critiques ont été mal accueillies.

Cependant, nous nous sommes aperçus que cette situation faisait plus de tort aux États-Unis qu'à tout autre pays. La société américaine fut durement atteinte. Elle s'en ressent encore. Nous avons demandé ceci: Combien d'années, combien de vies humaines, combien d'agitations sociales, combien de destruction faudra-t-il pour mettre un terme à une tragique maladresse? Des voix se sont élevées aujourd'hui aux États-Unis pour nous prévenir que la même chose pourrait arriver.

Quand je veux connaître le point de vue de personnes qui ont du savoir et de l'expérience, je m'efforce d'éviter les extrémistes. Je ne suis pas porté à croire ou à répéter les propos de ceux qui condamnent violemment les présidents ou le régime américain. Dans tout cela, j'ai été impressionné par les opinions exprimées par Robert White, l'ex-ambassadeur américain au Salvador qui a eu le très grand courage de mettre en danger et peut-être de mettre fin à une très brillante carrière dans la diplomatie américaine. Il a quitté le Salvador et a fait des déclarations très franches, mais il ne s'est jamais laissé aller à condamner sans réserve son pays ou le gouvernement dont il a quitté le service. Il pense toutefois que l'intervention américaine risque surtout de pousser la nombreuse population du Salvador vers la gauche. Ce ne serait pas la première fois que cela se produirait.

Personne ne peut réécrire l'histoire et dire: «Si cela n'était pas arrivé, il n'y aurait pas eu ces conséquences.» Cependant, les observateurs les plus sérieux croient—il est certain qu'un grand nombre de personnes des deux pays en cause le croient fermement—que l'appui que les États-Unis ont accordé à l'ignoble Batista a fortement contribué au succès de Castro et que l'invasion de la baie des Cochons l'a grandement aidé à se maintenir au pouvoir. C'est là un autre exemple.

Il est toujours triste qu'un régime soit dirigé par des Bourbons dont on a dit qu'ils n'avaient rien appris ni rien oublié. Tant pis si vous ne vous souvenez que de John Foster Dulles, ou que de la baie des Cochons ou que du Vietnam, mais si vous avez tout oublié, c'est dangereux.

Robert White a dit ceci:

Le gouvernement Reagan... a tendance à ignorer le fait qu'il y a à l'œuvre au Salvador une authentique

[Le sénateur Macquarrie.]

révolution qui s'exercerait peu importe que l'Union soviétique existe ou pas.

Il a dit que l'engagement militaire des États-Unis a de mauvaises répercussions en Amérique latine. Les États-Unis forment un grand pays. Je n'aurais pas de mal à décider si je préfère le pays de Thomas Jefferson ou celui de Lénine. Cependant, les États-Unis n'ont pas une excellente réputation en Amérique latine. Il faudrait être un chauvin à bien courte vue pour soutenir le contraire. Les États-Unis y ont une mauvaise réputation. Il est toujours sage d'écouter ceux qui ont de vastes connaissances jointes à une grande perspicacité, et je pense que Robert White possède ces deux qualités.

Je n'appartiens pas au Congrès des États-Unis; je préfère de loin siéger ici. Je m'intéresse surtout à ce que devrait faire notre pays. Quelle devrait être l'attitude du Canada? Devrions-nous dire que c'est le problème des Américains et non le nôtre? Bien sûr que non. Le pays qui a produit sir Robert Borden, le premier homme d'État d'envergure internationale du pays, et Lester Pearson ne peut pas afficher ce genre de détachement insensé digne de Mackenzie King.

● (1520)

Nous devons tâcher de trouver notre rôle. Consiste-t-il à appuyer tout ce que font les États-Unis? A nous faire l'écho de tout ce qui émane de Washington? Si les honorables sénateurs pensent que je prends un ton dramatique pour produire un effet et que je cherche à remplir de chimères l'air de ce tranquille jeudi après-midi, je puis les assurer que ce n'est pas le cas. J'ai fait mes recherches, et je réitère actuellement les propos du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Je n'ai pas passé beaucoup de mon temps dans la vie publique à critiquer les gens, même ceux du parti d'en face, et je n'ai certes pas pour habitude de voir dans la politique étrangère un champ privilégié de controverse animée par l'esprit de parti. Je suis toutefois inquiet quand je constate que l'attitude canadienne au sujet d'une des questions les plus importantes qui se posent dans le nombre actuellement s'est profondément modifiée et je crois qu'il incombe à cette auguste Chambre haute d'y réfléchir.

Tout récemment, le secrétaire d'État aux États-Unis et son homologue canadien ont eu un entretien, à la suite duquel il a été officiellement déclaré que le Canada acquiesçait tacitement à l'assistance militaire des États-Unis. Cette déclaration a été corrigée plus tard pour dire qu'en réalité, notre attitude était marquée d'une discrète quiétude. La différence entre les deux n'est pas très grande. Comme il m'a été donné d'acquiescer très souvent depuis 60 ans, je sais assez bien ce que signifient ces mots. Ils veulent dire: Ne soulever aucune opposition; accepter des arrangements ou des conclusions—je regrette de me montrer pédant, mais je suppose qu'on ne peut guère perdre ses mauvaises habitudes. Je dirais que le mot «acquiescement» est préférable au mot «quiétude». L'acquiescement mène à la tranquillité et la quiétude est cet état même. Quand on ajoute le mot «tacite», c'est vraiment qu'on la boucle.

Le sénateur Frith: Qu'avez-vous dit?